vinetur

La consommation d’alcool en Irlande a de nouveau reculé l’an dernier

Ce repli prolonge une baisse de 25 ans, tandis que le secteur des boissons réclamait avant le budget une réduction de 10 % des droits d’accise

mercredi 29 juillet 2026



La consommation d’alcool en Irlande a de nouveau reculé l’an dernier, prolongeant une longue baisse qui a remodelé le marché des boissons du pays et ravivé le débat sur les taxes, les coûts de l’hôtellerie-restauration et la compétitivité touristique.

De nouvelles données du Drinks Industry Group of Ireland, connu sous le nom de DIGI, montrent que la consommation moyenne d’alcool par adulte a diminué de 2,1 % pour s’établir à 9,30 litres d’alcool pur. Le groupe a indiqué que cela représente une baisse de 35,6 % par rapport au pic atteint en 2001, poursuivant une tendance baissière qui dure depuis environ 25 ans.

Les données dessinent un marché où la consommation globale recule, même si les préférences des consommateurs évoluent selon les catégories. La bière est restée la boisson alcoolisée la plus consommée en Irlande, avec une part de marché de 42,1 %, mais ses ventes en volume ont chuté de 2,7 %. Le vin a conservé sa place de deuxième catégorie et a enregistré une hausse de 4 % en volume, portant sa part de marché à 29,4 %. Les spiritueux n’ont affiché qu’une légère progression, avec un volume en hausse de 0,2 % et une part de marché de 22,4 %. Les volumes de cidre ont reculé de 0,2 %, tandis que sa part de marché s’établissait à 6,1 %.

Pour les producteurs, distributeurs, bars et restaurants, ces chiffres comptent au-delà des seules tendances de consommation mises en avant. Ils suggèrent une demande globale plus faible sur le marché tout en montrant aussi vers quelles catégories les consommateurs orientent leurs dépenses. Ils alimentent également un débat plus large sur la politique d’accise, susceptible d’influer sur les prix, les marges et la place des spiritueux et d’autres boissons dans les pubs et autres établissements du circuit on-trade.

DIGI a indiqué que les derniers chiffres confortent aussi l’idée que l’Irlande ne se distingue plus en Europe comme un pays à la consommation d’alcool inhabituellement élevée. Citant des comparaisons de l’OCDE pour 2023 portant sur 17 pays de l’Union européenne plus le Royaume-Uni, le groupe a précisé que 10 pays se situaient au-dessus du niveau moyen de consommation de l’Irlande pour cette année-là, soit 9,9 litres d’alcool pur, tandis que sept étaient en dessous. Selon DIGI, l’Irlande se situe juste en dessous de la moyenne non pondérée de l’échantillon, à 10 litres, pour cet

ensemble.

Cet argument est devenu central dans la demande de l'industrie en faveur d'un allègement fiscal avant le prochain budget national. DIGI réclame une baisse de 10 % des droits d'accise sur l'alcool, estimant que les consommateurs irlandais supportent certains des taux de taxation sur l'alcool les plus élevés de l'Union européenne.

Un porte-parole du groupe a déclaré que les coûts élevés imposés par l'État pèsent lourdement depuis des années sur les établissements titulaires d'une licence. DIGI affirme que plus de 2 200 pubs, soit environ un sur quatre, ont fermé en Irlande depuis 2005. L'organisation soutient qu'une baisse de l'accise allégerait la pression sur les exploitants et améliorerait leurs chances de survivre au cours de la prochaine décennie.

Donall O'Keeffe, secrétaire de DIGI et directeur général de la Licensed Vintners Association, a déclaré que les nouveaux chiffres montrent que les Irlandais consomment de l'alcool à des niveaux globalement conformes à la moyenne européenne. Il a ajouté que, malgré cela, les consommateurs restent confrontés à ce qu'il a décrit comme des taux d'accise punitifs, précisant que ces taxes renchérissent les coûts pour les consommateurs comme pour les petits pubs et restaurants familiaux dans une période prolongée de tensions économiques.

O'Keeffe a également lié la politique fiscale au tourisme et à l'hôtellerie-restauration. Il a déclaré que des taux d'accise élevés réduisent la compétitivité de l'Irlande face à d'autres destinations européennes, une question qui a des implications pour les pubs, les restaurants et les ventes de boissons liées aux dépenses des visiteurs. Cette préoccupation est particulièrement importante pour les spiritueux et d'autres catégories largement vendues via les circuits de l'hôtellerie-restauration, où les prix peuvent influencer à la fois le choix des consommateurs et la rentabilité des établissements.

Les inquiétudes du secteur interviennent alors que certaines parties du marché irlandais des boissons font déjà face à d'autres pressions sur les coûts et à des changements stratégiques. Diageo, propriétaire de Guinness, a investi 30 millions d'euros dans la production de stout sans alcool à St. James's Gate, à Dublin, et a

également annoncé son intention d’agrandir une installation de 200 millions d’euros à Littleconnell, dans le comté de Kildare, afin de plus que doubler sa capacité à l’exportation et sur le marché intérieur. Cet investissement reflète une autre évolution du marché : la croissance des produits à faible teneur en alcool et sans alcool, alors même que la consommation traditionnelle d’alcool recule.

Les brasseurs indépendants ont également fait part de leurs inquiétudes face à la hausse des coûts d’exploitation, notamment une augmentation signalée de 9,8 % des redevances sur l’eau. Pour les petits producteurs et les exploitants de pubs, ces coûts supplémentaires s’ajoutent à des pressions plus larges que les représentants du secteur disent voir s’accumuler depuis plusieurs années.

O’Keeffe a déclaré que de nombreux pubs continuent de subir les effets du Brexit, de la pandémie de Covid, des perturbations du commerce transatlantique et des tensions géopolitiques, en plus de coûts plus élevés imposés par l’État. Il a indiqué que ces facteurs se sont combinés pour créer une pression rapidement croissante sur les petites entreprises du secteur de l’hôtellerie-restauration.

Il a également soutenu que les pubs jouent un rôle plus large dans la vie irlandaise au-delà des ventes de nourriture et de boissons, en particulier dans les zones rurales où ils peuvent servir de centres sociaux à une époque où l’isolement devient plus fréquent. Cet argument social est devenu une partie du plaidoyer du secteur en faveur d’un allègement fiscal, alors que le nombre de pubs continue de diminuer.

Les derniers chiffres ne suggèrent pas un effondrement dans toutes les catégories de boissons. Le vin a continué de gagner du terrain, prolongeant une croissance de long terme depuis 2000, tandis que les spiritueux ont légèrement progressé en volume malgré la baisse de la consommation totale d’alcool. Mais le recul de la bière reste significatif en raison de son poids sur le marché, et la tendance générale pointe toujours vers une baisse de la consommation par habitant.

Le secteur irlandais des boissons se retrouve ainsi confronté à deux réalités à la fois : les consommateurs boivent moins d’alcool qu’il y a une génération, et les entreprises liées au service de ces boissons réclament des changements de politique qu’elles jugent nécessaires pour rester viables. À l’approche des discussions budgétaires, les

droits d’accise devraient rester au centre de ce débat, tandis que producteurs, tenanciers de pubs et groupes de l’hôtellerie-restauration tentent de s’adapter à l’évolution de la demande et à un contexte économique plus tendu.